

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 15 NOVEMBRE 1979 - N°994

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Partie de bras de fer dans la «majorité»

Alors que l'affaire Boulin, loin d'être enterrée comme le voudrait le gouvernement, garde toute sa charge explosive, RPR et gouvernement s'affrontent cette semaine sur le terrain parlementaire, à propos du budget. C'est en effet samedi 17 novembre que se dénouera le conflit budgétaire ouvert il y a près d'un mois. Le pouvoir aura un budget en 1980, un budget qui prévoit de nouvelles augmentations des prix et des impôts. L'affrontement entre giscardiens et chiraquiens ne se situe en rien sur ce terrain.

LIRE EN PAGE 4

Grèves et manifestations à Naplouse

LIRE EN PAGE 6

De vraies bombes roulantes

LIRE EN PAGE 5

Dans Le Quotidien du Peuple du 17 novembre

Notre dossier :
Une nouvelle grande
panne d'électricité
cet hiver ?

L'Europe agricole
remise en question ?

"CRS HORS D'ALSTHOM ST-OUEN !"



Depuis 5 heures du matin mercredi, les CRS sont dans l'usine.

ALSTHOM BELFORT

Inquiet des conséquences
d'une intervention policière

LE POUVOIR TERGIVERSE
ET DESIGNE UN
CHARGE DE MISSION

LIRE EN PAGE 3

La question cambodgienne
à l'ONU : des projets
de résolution contradictoires

LIRE EN PAGE 6

Mercredi matin, «quelques minutes avant 5 heures tout était encore calme» raconte un ouvrier. A 5 heures, venant de la porte de Clignancourt et de la porte des Lilas, où ils avaient été signalés un peu avant, ce n'est pas moins de 500 CRS et flics en civil qui ont déferlé sur Saint-Ouen, entourant l'Alsthom et ses rues adjacentes. «Ils nous ont carrément pris en tenaille» témoigne un gréviste.

Des membres de la direction d'Alsthom et notamment de l'Alsthom-Unelec étaient sur place à 5 heures, avertis par les

flics et encadrés par eux, ce qui leur permettait de rentrer dans l'usine. Les flics pénétraient dans cette immense usine par plusieurs entrées, celle à côté de la mairie d'abord en la défonçant à coup de bulldozer, puis c'était le tour de l'entrée des Bateliers : ils entraient ensuite par la porte située près de la cantine, à 200 pour cette seule porte, en sachant que non loin de là se trouvait le QG des grévistes, où étaient une vingtaine d'entre-eux, alors qu'au total, à cette heure de la nuit, une cinquantaine de travailleurs étaient dans l'usine.

LIRE LA SUITE EN PAGE 3

Depuis de nombreux mois, le fascisme installé à Addis-Abeba lance offensive sur offensive contre la résistance érythréenne, avec un encadrement et un appui soviétiques chaque fois plus massifs. Le peuple érythréen a tenu le choc, ses organisations et son armée sont toujours vivantes. Elles poursuivent leur action et leur réflexion, y compris sur le DERG lui-même, et les difficultés qu'il rencontre. C'est sur ce dernier point que portent les extraits de l'interview de Sebhat Ephrem, membre du Bureau Politique du FPLE, réalisée par le journal *Erythrée aujourd'hui*, que nous publions ici.

ERYTHREE

Interview de Sebhat Ephrem, membre du Bureau Politique du FPLE

Réalisée par *Erythrée Aujourd'hui*

Le DERG, dans son effort pour écraser notre révolution, a mobilisé sans succès toutes ses ressources matérielles et humaines pour ses cinq offensives militaires. Ces entreprises militaires aventuristes ont nourri et exacerbé la crise politique et économique aiguë qui secoue le régime.

Dans le domaine politique, bien que le DERG ait liquidé ou sérieusement affaibli des secteurs de l'opposition démocratique éthiopienne grâce à une répression impitoyable, il est aujourd'hui plongé dans des luttes personnelles pour le pouvoir et dans de graves contradictions. Il avait forgé des alliances politiques avec des groupes opportunistes (Mfison, Malered, etc.) dans l'espoir d'avoir une certaine base sociale et de donner à sa dictature militaire une façade civile ou progressiste aux yeux du monde et des masses. Cette alliance s'est effondrée. Le DERG a largement décimé tous ces groupes opportunistes, forçant ceux qui restent à se réfugier dans l'opposition clandestine.

Un socialisme qui n'est qu'une coquille vide

Le vide de son «socialisme», qui n'a jamais fait illusion aux masses éthiopiennes, s'est révélé de plus en plus au cours de sa guerre contre-révolutionnaire en Erythrée et de sa répression dans le pays. Bref, ses efforts pour assurer une base solide à sa dictature ont fait faillite, les alliances opportunistes qu'il avait à grand-peine essayé de forger en vue de manipulations politiques sont réduites à néant, et maintenant les contradictions s'aggravent entre le DERG et le SEDED, seule organisation para-militaire alliée au DERG.

L'économie éthiopienne est dans un état lamentable. Contrairement à ses prétentions verbales, le DERG n'a jamais essayé - il en est incapable - d'orienter l'économie dans une direction socialiste. Il a mobilisé toutes les ressources pour la guerre. Pendant toutes ces années de pouvoir fasciste, le



Patriotes Erythréens pendant une bataille contre les forces armées éthiopiennes

DERG n'a pas fondé un seul hôpital, une seule école, un seul autre projet de développement destiné au bien-être du peuple.

Au contraire, à diverses occasions, il a fait évacuer des hôpitaux et des écoles pour loger ou soigner ses troupes.

La catastrophe économique

Plus généralement, la production industrielle a progressivement baissé à cause des restrictions en matières premières, du détournement de la main d'œuvre. La production agricole - en particulier dans les prétendues «coopératives» - a stagné. Les paysans écœurés en général par la politique du DERG, et en particulier par sa politique des prix coupent à l'avance et stockent le café, alors que c'est la source essentielle de revenus et de dev-

ses étrangères du régime.

Ainsi le régime est aux prises avec de graves difficultés financières. Il a de plus en plus recours à des campagnes d'extorsion de fonds systématiques et coercitives pour entretenir sa machine de guerre. Il a créé des amendes de toutes sortes - en plus des impôts qui augmentent - et les gens sont forcés de payer 5 à 12 dollars s'ils n'assistent pas aux réunions de kebele et aux autres réunions qu'ils considèrent le plus souvent comme sans intérêt et comme un obstacle à leur difficile lutte pour gagner leur pain quotidien.

Bref, l'économie éthiopienne dans sa situation actuelle est incapable de fournir par elle-même les ressources nécessaires à la continuation de la guerre. L'aide extérieure joue un rôle décisif et principal.

Du point de vue militaire la situation du DERG n'est pas meilleure.

Après une période d'euphorie, il devient de plus en plus clair que le succès tant vanté de la guerre d'Ogaden n'en était pas un en réalité. Ses troupes s'y sont enlisées et aujourd'hui elles se confinent dans les villes de la province.

Les échecs militaires

En Erythrée, presque 60 000 des 120 000 hommes déployés au début de cette série d'offensives ont été mis hors de combat. Les luttes des peuples du Tigrāi et Oromo obtiennent des succès militaires et un soutien populaire croissant, avec un pas en avant significatif l'année dernière.

Cependant, malgré cette crise dans les domaines politique, économique et militaire, il n'y a pas encore en Ethiopie une force démocratique assez puissante pour s'emparer du pouvoir d'Etat

La création du «parti» du DERG

C'est une chose qui est dans l'air depuis assez longtemps aujourd'hui. Inutile d'expliquer pourquoi ce «parti communiste», quel que soit le nom qu'il se donne, ne peut représenter vraiment les intérêts des ouvriers et des paysans. Les proclamations de principe ne créent pas d'authentiques partis du prolétariat...

En fait, peu de gens peuvent se laisser prendre par les déclarations d'intention du DERG. Et ses manœuvres actuelles ne font que refléter la pratique courante et croissante des cliques réactionnaires consistant à se couvrir d'habits «progressistes», à seule fin de neutraliser l'opposition des classes exploitées et de s'assurer un soutien extérieur.

En fait, le DERG a eu depuis longtemps recours à cette pratique. Ces dernières années, il avait formé des alliances avec les groupes soi-disant progressistes. Celles-ci étaient dictées par les circonstances du moment. Le DERG n'avait pas l'intention de les mener à bien et tous ces groupes, sauf le SEDED, ont été éliminés : ce qui bien sûr a été utile pour démasquer le DERG et montrer le vide de ses nombreuses déclarations.

Un nouveau «parti communiste» n'est en fait pas autre chose que le SEDED rebaptisé par une des nombreuses déclarations vides de sens du DERG. Bien entendu, la hiérarchie à l'intérieur du parti SEDED est la même que celle du DERG.

Une des raisons possibles de l'annonce de cette création, c'est de faire oublier les défaites militaires et humiliations qu'il a subies au cours de la cinquième offensive en particulier et dans le cadre général de sa situation militaire...

à court terme. Aussi, les changements qu'on peut envisager sont des coups d'Etat, changements de personnes, limogeage de dirigeants, plus ou moins à l'intérieur du même camp.

Pour continuer la guerre en Erythrée, les troupes d'occupation, les nombreux corps d'élite, les MIG, les BM 21 ont été mis en échec. La machine de guerre du DERG s'est révélée incapable de parvenir au but stratégique du régime qui est de résoudre militairement la question érythréenne. A l'étape actuelle, avec la baisse constante du moral des troupes face à des défaites répétées et désastreuses, le DERG n'est pas en mesure du point de vue militaire de poursuivre le

rythme de ses offensives annuelles.

Il est tout à fait inconcevable que le DERG puisse reprendre l'offensive, étant donné l'état et les capacités de ses forces armées. Mais sa nature fasciste et sa logique colonialiste le contraignent à reprendre l'offensive. Et cela ne peut qu'entraîner l'introduction de nouveaux facteurs dans cette guerre. Peut-être, comme cela s'est produit au Vietnam, le DERG va-t-il se lancer dans une escalade en employant d'autres méthodes : guerre biologique, guerre chimique. Peut-être cette situation va-t-elle conduire à une intervention massive des forces étrangères (...).

La situation des réfugiés érythréens

Aujourd'hui, presque un tiers de la population érythréenne est, à cause de la répression de l'ennemi et de la guerre de génocide, déportée et dispersée dans le monde entier, en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe, et vit la vie misérable des réfugiés.

Proportionnellement, il s'agit du plus grand nombre de réfugiés dans le monde. Et pourtant, l'attention qui leur est portée par les organisations humanitaires et les autres organisations concernées n'est pas - loin de là - à la mesure du problème.

En Erythrée, des milliers de gens qui avaient creusé des tranchées devant leur maison pour se protéger des bombardements aériens, ont abandonné leur village et se sont enfuis vers les zones libérées et vers nos bases après la retraite stratégique. Depuis que la retraite a affecté l'ensemble de nos activités et, dans ce cadre, nos efforts pour nous suffire à nous-mêmes, nous devons faire face à de graves problèmes. (...)

Pour les réfugiés à l'intérieur de l'Erythrée, nous avons besoin de secours en médicaments, nourriture, vêtements et autres produits de première nécessité. La violence du conflit nous pose aussi de sérieux problèmes, sur le plan médical, et nous ne pouvons les résoudre avec nos maigres ressources. Nous avons besoin de soutien médical pour nos blessés, pour les victimes de l'agression.

"CRS HORS D'ALSTHOM ST-OUEN!"

De notre envoyé spécial Richard FEUILLET

Dans la demi-heure qui suivait l'intervention des flics, les grévistes qui étaient sur place battaient le rappel et dès 7 heures quelques centaines de travailleurs étaient face aux flics qui, pour se protéger, avaient mis en place des camions et des barrières dans les rues adjacentes.

Alors, à intervalle réguliers des mots d'ordre fusent : «Saint-Ouen avec nous !» «CRS hors des usines!». Le colère des travailleurs va avoir une autre occasion de s'exprimer vers 7 h 30 contre quelques cadres et autres jaunes qui ne manquent pas de toupet et vont essayer de reprendre le chemin du travail, comme ils l'avaient fait ces derniers jours. Les choses n'allaient pas traîner : près d'une centaine de travailleurs s'avance alors, suffisamment convainquant, vont littérale-

ment chasser de la mairie de Saint-Ouen ces énergumènes aux cris de «vendus» et les raccompagner assez loin... A 7 h 15, alors que des militants syndicaux aux mégaphones appelaient les gens sortant du métro à se rassembler à 9 heures place de la mairie pour riposter au coup de force, les travailleurs continuaient de scander des mots d'ordre en arrivant : «CRS hors des usines». On lisait une détermination certaine chez les grévistes d'autant plus que, beaucoup le diront, l'intervention de la police ne donne pas forcément des atouts à la direction : «il ne faut pas oublier que nous tenons en lieu sûr des pièces importantes de nombreuses machines : il faut à partir d'aujourd'hui plusieurs semaines à la direction pour faire redémarrer l'usine (à

supposer qu'elle ait des gens pour le faire), car il faudrait qu'elle se procure en Allemagne des pièces de rechange.

A 9 h 15 se tenait un meeting à proximité de l'usine. On pouvait noter la présence d'une forte délégation de Renault Saint-Ouen, ainsi que de l'EGF, de Rateau, de Bosch et de Chaix.

Dans une prise de parole, l'UD CGT a appelé toutes les boîtes de Saint-Ouen à débrayer dès 9 heures. Elle a signalé que l'UD CGT et CFDT ainsi que la FEN devaient envisager une riposte au niveau du département, éventuellement dans la journée.

La section CFDT d'Alsthom a précisé qu'il y avait si peu de non-grévistes dans l'usine que des cadres se sont mis en bleu pour la première fois de leur vie pour essayer - en



vain - de faire marcher les ponts roulants. Ensuite, elle a souligné qu'il était nécessaire de poser le problème de la réoccupation, appelant à en débattre en

assemblée générale, qui devait se tenir en fin de matinée.

Une proposition de la CGT de partir en manifestation dans la ville a été

suivie par une partie des travailleurs, la majorité d'entre eux préférant rester sur place pour discuter de la question de la réoccupation.

ALSTHOM BELFORT

Inquiet des conséquences d'une intervention policière

LE POUVOIR TERGIVERSE ET DÉSIGNE UN CHARGÉ DE MISSION

Reportage de François MARCHADIER



Lundi soir, alors que l'Intersyndicale de l'Alsthom Belfort sortait du siège parisien du groupe, Schulz annonçait solennellement son intention d'obtenir une intervention policière pour évacuer l'usine occupée depuis plus de 49 jours. A peine cette déclaration était-elle faite que certains piquet se mirent à ressembler à des fourmilères. Tout ce qui ne devait pas tomber dans les mains de la police, tout ce que les flics risquaient de détériorer était évacué sans délai.

Il était toutefois peu probable que Bonnet accède aussi vite aux exigences de la direction de l'Alsthom. Ne l'oublions pas, le vote reconnaissant la grève avec 82% des voix est encore tout frais, il date à peine d'une semaine, et on sait de bonne source qu'il a fortement surpris la préfecture qui ne s'attendait pas à un tel résultat. La municipalité de Belfort, la presse régionale et nombre d'autres voix se sont fait entendre pour indiquer qu'une intervention policière entraînerait très probablement une explosion de violence, le maire parlant même d'«insurrection».

La nomination par le successeur de Boulon d'un chargé de mission, inspec-

teur du travail de son état, à qui il est demandé de remettre son rapport sous huitaine, traduit d'ailleurs parfaitement l'inquiétude du pouvoir.

PROFITER DES HESITATIONS DU POUVOIR

En tout état de cause, les grévistes ont compris qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Ainsi dans la nuit de lundi à mardi, un camion de copeaux métalliques était déversé devant l'hôtel du Lion dans lequel la direction a installé des quartiers de grève. Au même moment, des maisons de hauts cadres de l'entreprise étaient aspergées de peinture... Le mardi après-midi, c'est la chambre de commerce qui était investie. L'opération n'a pas toutefois été menée à son terme, un gardien de l'immeuble, ancien CRS ayant eu une sorte d'attaque à la simple vue des manifestants... Bien qu'il ait échoué pour une cause imprévisible, il faut remarquer que ce coup de poing à la chambre de Commerce a révélé une nette progression dans la préparation de ce type d'action, seuls les chauffeurs de voiture connais-

saient l'objectif et l'action avait été minutée, ce qui a évité que l'immeuble soit truffé de flics ou que ses portes soient trop hermétiquement closes, comme celles de l'hôtel des impôts la veille.

Surtout, l'objectif est de nature à faire mal à l'économie patronale et ne nuit aucunement aux travailleurs... C'est dans ce contexte où la nécessité de durcir et d'intensifier les actions «coup de poing» est de plus en plus répandue que se déroulera la journée de jeudi. Ce jour-là, toute l'activité économique de la ville sera paralysée. Des barrages sont prévus sur toutes les voies de communication dès 6 h 30 du matin. Plusieurs manifestations convergeront vers un point unique où un meeting est prévu. Le même jour, les UD syndicales se sont engagées à occuper les bâtiments publics.

Disons le tout net, cette journée ne suscite pas l'enthousiasme des grévistes les plus offensifs ; ceux-ci ayant l'impression que cette nouvelle opération «ville morte» n'accentue pas autant la pression que c'est nécessaire et possible.

LOUIS LACAILLE, RESPONSABLE DE LA C.G.T., DURCIT LE TON

Huit cent travailleurs environ ont assisté ce mardi à un meeting un peu exceptionnel au centre Benoit Frachon. L'intersyndicale rendait compte, dans le détail, de l'échec qu'elle a essuyé en se rendant la veille à Paris pour rencontrer la direction générale de l'Alsthom-Atlantique et un sous-fifre du ministère du Travail. De ce meeting, nous avons retenu des extraits de l'intervention du principal responsable de la CGT, Louis Lacaille, de loin la plus saillante.

On ne manquait pas d'être surpris par la violence du ton et du propos.

Plusieurs grévistes ne cachaient néanmoins pas leur scepticisme sur la portée pratique de telles déclarations. Selon eux, il y a souvent un gros décalage entre les déclarations de l'intersyndicale et sa pratique concrète sur le terrain...

D'autres faisaient remarquer accessoirement que sauf erreur, Edmond Maire n'avait pas encore pris publiquement position sur le conflit contrairement à la Direction Fédérale de la CGT.

«Vous savez que lundi matin, la délégation CGT a participé au congrès de la Fédération CGT de la métallurgie. Le Congrès a lancé un appel à propos de l'Alsthom. Celui-ci indique notamment qu'en cas de coup de force, il faudra mettre sur pied une riposte massive la plus unitaire possible de tous les travailleurs de la métallurgie (applaudissements). Ce n'est pas un engagement

en l'air, c'est une décision de congrès : cette déclaration a d'ailleurs reçu l'accord du Bureau Confédéral.

Cette déclaration, nous l'avons lue l'après-midi, au début de la rencontre avec Schulz. La direction était dans ses petits souliers. Si la direction veut mettre le feu aux poudres, elle n'a qu'à essayer».

Louis Lacaille explique ensuite pourquoi l'intersyndicale a selon lui, rejeté lundi la proposition qu'un médiateur soit désigné. Précisons que dans des réunions syndicales d'un certain niveau, on ne cache pas que ce refus est principalement motivé par l'inquiétude que le conflit dure encore trop longtemps : «Mieux vaut reprendre le boulot avec les flics qui viennent, plutôt qu'attendre quinze jours avec pas grand chose de plus» disait-on dans une réunion élargie de la CFDT. Il faut aussi savoir qu'au moment où se déroulait le meeting du centre Benoit Frachon, la nomination par le nouveau ministre du Travail d'un chargé de mission n'était pas encore officiellement connue. Mais rendons la parole au responsable de la CGT.

«CE N'EST PAS LE CHEMIN LE PLUS COURT»

«Toute une polémique existe autour de la question de conciliateur. Il faut savoir de quoi il s'agit. C'est généralement un hotable de l'industrie française. Il n'est pas neutre.

Au bout de quelques temps, il fait une recommandation dont l'application n'est pas obligatoire pour les parties. En 1955, lors de la grève de l'Alsthom, on en avait déjà fait l'expérience (...) Ce n'est pas le chemin le plus court (sic). Un médiateur peut travailler pendant deux mois.

A notre sortie du siège de l'avenue Kléber, nous nous sommes rendus au ministère du Travail où nous avons été quasiment reçus dans les combles, presque sous les toits. Là aussi, on nous a proposé la nomination d'un médiateur.

Les centrales nucléaires s'arrêtent les unes après les autres parce que nous ne leur fournissons plus de pièces de rechange. Faut-il attendre qu'il y ait une insurrection en France parce qu'il n'y aura plus de kilowatts ? Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout. Même si cela conduit à un nouveau mai 1968, ça ne sera d'ailleurs pas un mai 1968, mais un mouvement de grande ampleur.

La CGT n'est pas d'accord pour aller de compromis en compromis pour des compromissions qui ne respectent pas l'intérêt supérieur des salariés de l'Atlantique. Tout le monde sur le pont ! Il faut renforcer les piquets ! Nous n'avons pas à trembler et à avoir peur. Si nous renforçons l'occupation et la liaison avec la population, cela les fera réfléchir avant de recourir à une parade. Il faut changer de braquage.

● Les députés se votent une augmentation

L'Assemblée nationale examinait lundi les crédits affectés au Président de la République. Ceux-ci n'augmentent «que» de 12 % et s'élèvent à 884 millions de centimes. Une misère à côté des crédits consacrés à l'Assemblée nationale elle-même. Ceux-ci augmentent de 23 %, pour atteindre 92 milliards de centimes. Motif de l'augmentation : la décision d'adopter à chaque député un second assistant parlementaire, et la construction prochaine d'un parking souterrain près du Palais-Bourbon.

● Vers un «Mouvement d'écologie politique»

Les membres de la liste écologique aux dernières élections européennes vont se réunir les 24 et 25 novembre prochains à Dijon. Ils pourraient à cette occasion annoncer la constitution d'un «mouvement d'écologie politique». La proposition émane du groupe «Europe-Ecologie», et est soutenue par SOS-Environnement. Le «Mouvement d'écologie politique» entend «être totalement indépendant des partis et coalitions», tout en prenant garde «de ne pas s'enfermer dans une idéologie qui risquerait d'écartier la majorité des Français».

● Augmentation de l'essence la semaine prochaine

Le carburant à la pompe va augmenter à nouveau dans quelques jours. C'est ce que viennent de faire savoir les compagnies pétrolières en s'appuyant sur les «principes» définis par Barre en août 1978. Le gouvernement français avait en effet fait savoir que toutes les augmentations des pays producteurs seraient automatiquement répercutées dans les prix de vente, 45 jours plus tard (45 jours correspondant aux délais de transport et de raffinage). Plusieurs pays producteurs, fournissant 40 % des importations françaises, ayant augmenté leur prix au 1^{er} octobre, la hausse du 15 novembre devrait être de 3 ou 5 centimes par litre d'essence. Bien évidemment, les pétroliers ne proposent pas que 40 % seulement de l'essence soient augmentés. Rappelons par ailleurs que chaque augmentation de l'essence profite aux compagnies pétrolières, et surtout à l'Etat, puisque le pourcentage des taxes, calculé sur les prix de vente au détail, reste inchangé.

Abonnez-vous au Quotidien du Peuple

4 mois 100 F
1 an 350 F
Soutien 600 F
..... F

Nom (en capitale)
Prénom
Ville
Date

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

Ultime semaine de discussion budgétaire

PARTIE DE BRAS DE FER DANS LA «MAJORITÉ»

Les lieux changent, mais l'affrontement reste le même. Alors que l'affaire Boulin, loin d'être enterrée comme le voudrait le gouvernement, garde toute sa charge explosive, RPR et gouvernement s'affrontent cette semaine sur le terrain parlementaire, à propos du budget. C'est en effet samedi 17

novembre que se dénouera le conflit budgétaire ouvert il y a près d'un mois. Depuis lundi, de réunions de groupes parlementaires, en réunions de concertations, les uns et les autres s'observent, ou se guettent, pour employer un langage plus conforme à la réalité.

On comprendrait mal ce qui est plus qu'une joute parlementaire si on ne se reportait pas à ce qui est la tactique du RPR aujourd'hui. Le calcul chiraquien, dans l'optique des présidentielles, consiste à harceler le gouvernement pour l'affaiblir, à faire en sorte qu'on ne voit pas la collusion avec lui, tout en évitant soigneusement d'aller trop loin, jusqu'à l'opposition concrète. Voilà pour le cadrage général, un cadrage qui s'applique dans son fond à tous les épisodes de la querelle RPR-gouvernement.

L'épisode budgétaire en fournit une saisissante illustration. Dans les premiers jours du mois d'octobre, quand le RPR a connaissance du projet de budget, deux voies s'ouvrent à lui. Ou bien il est d'accord avec ce budget, et donc il joint ses voix à celles des giscardiens ; ou bien il est hostile à ce budget, et dans ce cas il s'y oppose. Deux voies logiques, mais en fin de compte intenables pour le parti de Chirac. Accepter le budget, ce serait en effet donner quitus à Giscard et Barre de leur politique, ce serait montrer en fin de compte que chiraquiens et giscardiens se retrouvent d'accord sur les grandes questions. Solution impensable à un moment où le RPR cherche à se différencier au maximum de son «allié» de la majorité.

Mais pour le RPR, s'opposer de front au budget, en votant contre, est tout aussi inacceptable : ce serait ouvrir la voie à une crise parlementaire, et par la même apparaître comme diviseur de la droite.



Une certitude : Labbé et le RPR ne voteront pas pour le budget.

Experts en calculs politiques, les stratèges chiraquiens ont donc choisi une troisième voie, dont il faut reconnaître l'habileté.

UNE TACTIQUE EN TROIS TEMPS

L'opération se déroule en trois temps.

Premier temps, le RPR s'oppose à la première partie du budget, celle qui porte sur les recettes. En jouant sur les détails, certes, mais surtout en votant contre un article décisif, l'article 25, qui établit l'équilibre entre recettes et dépenses. Dans la très compliquée procédure

budgétaire, cet article 25 est stratégique, puisqu'à lui seul il détermine l'adoption du budget. La «crise» est ainsi ouverte.

Deuxième temps, le RPR fait savoir ses conditions : il votera finalement le budget si le gouvernement accepte une économie de 2 milliards (nouveaux) sur «le train de vie de l'état». La balle est dans le camp gouvernemental : à lui de dire s'il cède ou non aux conditions des chiraquiens. La «crise» s'accroît, d'autant plus que plusieurs réunions de concertations organisées à Matignon échouent.

Troisième temps, le RPR avance ses solutions : si le gouvernement ne cède pas, ce qui est plus que probable, le RPR avance deux hypothèses, exprimées dans «la lettre de la nation» du 12 novembre : «Le gouvernement pourra choisir entre deux procédés : ou bien l'article 49 de la Constitution qui permettra au projet de loi de finances d'être adopté si une motion de censure n'est pas votée, et le RPR ne la votera pas. Ou bien l'article 44, c'est-à-dire la procédure du vote bloqué. Mais dans ce cas ce serait l'épreuve de force, et le RPR en tirerait les conséquences». En langage clair, cela s'appelle un chantage. Le RPR indique au gouvernement le seul moyen par lequel celui-ci peut faire passer son budget.

Nous en sommes là, et force est de constater que les chiraquiens apparaissent en position de force, dans la mesure où le choix du gouvernement se restreint soit à risquer un échec parlementaire, soit à faire passer son budget sans vote, ce qui est bien peu glorieux.

Faut-il le préciser ? Le pouvoir aura un budget en 1980, un budget qui prévoit de nouvelles augmentations des prix et des impôts. L'affrontement entre giscardiens et chiraquiens ne se situe en rien sur ce terrain. Il n'en reste pas moins que l'épisode budgétaire marque une nouvelle étape dans un déjà vieux combat. Et de scandales en manœuvres procédurières, c'est loin d'être fini.

N.D.

A PROPOS D'UN ARTICLE DU MATIN

L'article du *Matin* du 29 octobre sous le titre «Réunification des Maoïstes français» met gravement en cause notre journal *Le Quotidien du Peuple*, et notre parti, le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, dont il est l'organe central (tout comme il le fait à propos de l'autre quotidien marxiste-léniniste *L'Humanité Rouge*), en prétendant que ces journaux ne devaient leur existence ni plus ni moins qu'à l'or de Pékin.

Dès la publication de cet article diffamatoire nous avons immédiatement protesté auprès de la rédaction du *Matin* et avons eu

un entretien avec l'auteur de l'article Pascal Krop, entretien auquel participaient des représentants de *L'Humanité Rouge*. Le journaliste a clairement reconnu le caractère diffamatoire de ses propos qu'il tenta de justifier de deux façons : d'une part par d'hasardeuses déductions de la disparition du quotidien trotskyste *Rouge*, d'autre part, par une recherche du sensationnel dans le traitement journalistique de l'information que nous n'avons pas l'intention de discuter ici.

A la suite de cet entretien, un article devait revenir sur ces propos

diffamatoires. Malheureusement l'article publié par *Le Matin* du 2 novembre remplit très imparfaitement cette fonction. En effet il ne remet pas en cause les assertions diffamatoires précédentes, il se limite à indiquer avoir «omis de souligner l'extraordinaire dévouement dont sont capables les militants des organisations d'extrême-gauche». Voilà pourquoi en vertu de l'exercice du droit de réponse, nous tenons à porter à la connaissance de vos lecteurs les faits suivants :

1 - Notre Parti a toujours été un parti indépendant, fixant souverainement ses

orientations, sa ligne politique, ses moyens de lutte. A titre anecdotique, signalons d'ailleurs que *Le Quotidien du Peuple* a été créé en septembre 1975. L'établissement avec le Parti Communiste Chinois de relations entre partis basées sur une conception identique de la nature du Mouvement Communiste International aujourd'hui, date de 1978. Les insinuations du premier article de Pascal Krop sont donc parfaitement injurieuses à l'égard du PCRml.

2 - Les uniques sources, de revenus du *Quotidien du Peuple* sont constituées par ses ventes au numéro,

ses abonnements, ses ventes en kiosques, et les souscriptions collectées par l'effort permanent des militants et des lecteurs (90 millions pour la dernière souscription annuelle). Par ailleurs, une rigoureuse politique d'économie dans la gestion des moyens de notre quotidien lui a permis de résister aux attaques répétées du pouvoir giscardien contre la presse, notamment contre la presse à tirage limité (modification du régime de TVA, instauration du système de fac-similé, hausses des prix répétées des matières premières).

Que certains journalistes

du *Matin* n'aient nulle sympathie pour les idées marxistes-léninistes, est une chose, mais qu'ils mêlent aussi outrageusement leur jugement et l'information sur les faits, au point de tenir des propos diffamatoires en est une autre. C'est d'ailleurs contradictoire avec la démarche dont se réclame *Le Matin* depuis sa création de séparer soigneusement le commentaire de l'information, de l'information elle-même.

Le PCRml

Il aura fallu deux jours aux pompiers pour venir à bout du gigantesque incendie provoqué par le déraillement, près de Toronto d'un train transportant des produits chimiques. 250 000 personnes évacuées devant le danger des gaz toxiques, le bilan de cette catastrophe aurait pu être beaucoup plus lourd, si une partie des wagons n'avait été rapidement évacuée.

Chlore, propane, butane, soude caustique et bien d'autres produits dangereux étaient transportés ensemble, dans 126 wagons-citernes ! Il semblerait que la cause du déraillement soit la rupture d'un essieu. En Amérique du Nord, la charge à l'essieu est fréquemment de 30 tonnes, contre 6 ou 7 en France ou en Angleterre. L'état des rails est aussi soupçonné, du fait d'un mauvais entretien des installations. Le Canada vient d'ailleurs en tête pour le nombre d'accidents ferroviaires. Il reste de toutes façons que la nature même des produits transportés, leur quantité et leur diversité dans un même convoi, posent des problèmes de

sécurité qui ont visiblement été négligés. Et si l'on n'a pas de mort à déplorer, l'étendue exacte des conséquences à plus long terme n'est pas encore connue.

LOS ALFAQUES : 214 MORTS

Le problème du transport de ces produits va d'ailleurs se poser de nouveau, en Espagne cette fois, avec l'ouverture dans quelques semaines du procès de Los Alfaques, à Tarragone. Le 11 juillet 1978, 214 personnes installées dans ce camping avaient été tuées par l'explosion d'un camion-citerne rempli de propylène.

Après la catastrophe de Toronto

DE VRAIES BOMBES ROULANTES

UN MILLION DE POIDS LOURDS, DES PRODUITS DE PLUS EN PLUS DANGEREUX

En France même, les accidents ne sont pas rares. Ainsi, le 16 septembre 1978, un semi-remorque ouest-allemand chargé de 2 000 litres de polyuréthane est sorti d'un pont de l'autoroute A 4, et s'est écrasé en contre-bas sur une départementale, à une vingtaine de Km de Châlons-sur-Marne. Les deux chauffeurs ont été blessés, et les pompiers ont eu du mal à combattre les gaz dangereux s'échappant de la citerne crevée (notre photo).

Plus d'un million de

pois lourds circulent sur le réseau français, des dizaines sont chargés de produits dangereux les plus divers, qui vont des produits radio-actifs aux produits de synthèse. Un officier d'un Centre d'intervention régional nous explique : « Avant, il n'y en avait pas tant. Je vois les premières fiches, nous avions une cinquantaine de produits. C'était tout. Maintenant, nous en avons un paquet, des centaines de produits. Il en sort chaque jour... Les produits de synthèse sont vraiment dangereux ». Transports d'autant plus risqués que toutes les précautions ne sont pas prises.

« Prenons ce camion qui a brûlé pendant deux jours sur une autoroute. C'était trois produits dont l'extinction n'est pas le même. L'un pouvait être éteint avec de l'eau, l'autre non, et nous ne savions pas quel était le troisième produit. On a tout essayé : des mousses, divers produits... Rien à faire. Ce sont des chimistes qui sont venus des laboratoires de Paris, envoyés par hélicoptères ; des spécialistes qui n'ont rien pu faire non plus. Ça ne risquait qu'une chose, c'est d'exploser », poursuit ce pompier.

DES MÉLANGES EXPLOSIFS

La concurrence à laquelle se livrent les 25 000 et quelques entreprises de transport entraîne tous les paris, tous les « oublis » des consignes élémentaires de

sécurité. Si ces grosses entreprises font généralement passer leurs citernes à la station de dégazage-lavage quand elles ont contenu des produits dangereux, et cela pendant plusieurs heures, il est fréquent par contre de voir les petites entreprises réduire ce temps de nettoyage, ou l'annuler purement et simplement. On a même vu un transporteur mettre du vin dans une citerne, sans que celle-ci soit lavée, alors qu'il venait de décharger des acides.

Ces pratiques sont particulièrement dangereuses,

car certains produits supportent mal la trace d'autres produits, ou le contact avec tel alliage entrant dans la fabrication de la citerne. Une réaction chimique peut se produire, fulgurante ou à retardement...

S'ajoutent à tous ces dangers liés à la nature des produits transportés et au mépris des consignes de sécurité, l'ensemble des risques dus aux conditions de travail des chauffeurs, à leurs horaires énormes, ou à l'état du réseau... De vraies bombes roulantes.

M.C.



Il y a un an, à Châlons-sur-Marne : 2000 litres de polyuréthane...

Un rapport de trois biologistes pour une recherche et une application industrielle

Un épais volume de 300 pages imprimées vient d'être apporté sur le bureau de Giscard : c'est le rapport que le Président avait demandé à trois biologistes, François Gros, directeur de l'Institut Pasteur, François Jacob, Prix Nobel, et Pierre Boyer, conseiller biologique du Secrétaire d'Etat à la recherche. Motif de la commande giscardienne : quelles seront les transformations que la Biologie va provoquer dans la société française et quels axes prendra la « révolution » bio-industrielle ?

Titre du volume : « Sciences de la vie et Société ». Contenu du rapport : une « somme » de tout ce que l'honnête homme devrait savoir aujourd'hui en Biologie et des propositions en matière de recherches afin de favoriser aussi bien son développement que son application.

Destination : Giscard et ceux directement interpellés par la Médecine et ses

applications diverses. Mais aussi le Grand Public, de la même façon que le rapport Nora et Minc, commandé par Giscard sur l'Informatique et ses conséquences.

Le rapport commence par une introduction générale à la Biologie moderne : initiation à la biologie de la cellule, et des constituants, à la biologie de l'organisme, à l'interaction des organismes entre eux et avec le milieu. Une seconde partie examine les progrès envisageables en médecine (biologie cellulaire et moléculaire, immunologie fondamentale, biologie de la reproduction...) Des propositions sont avancées : notamment la création de « groupements d'intérêts scientifiques » sur les sujets tels « accidents et toxiques » ou bien « utilisation du temps humain au cours du développement ». Ces « groupements d'intérêts scientifiques » sont également proposés dans les domaines de l'agronomie, de la pharmacologie et des

médicaments, etc... Ils ont pour but, selon les trois biologistes, de permettre un transfert des connaissances entre la recherche et l'industrie. Ce thème est un peu en filigrane dans tout le rapport : les auteurs affirment qu'il faut repenser le rapport entre la politique et la recherche : ils proposent des programmes interdisciplinaires pouvant associer organismes publics et industriels privés, car ils estiment que l'industrie française a du mal à se dégager des techniques classiques, et qu'elle a toujours affiché de la réserve à l'égard de la recherche, se contentant d'acheter des brevets.

En général, les propositions des trois biologistes restent dans le vague et se limitent à ces « groupements d'intérêts ».

Les manipulations génériques (ce qui consiste à placer dans un être vivant les caractères d'un autre) sont également abordées dans ce rapport. Boyer,

Jacob et Gros estiment que si la France peut aligner aujourd'hui diverses équipes de réputation internationale, « aucun industriel français n'a entrepris de recherches dans la voie du génie génétique appliqué ».

Biologie, génétique, manipulations génétiques, recherches biologiques... autant de questions aujourd'hui bien ouvertes. Le rapport des trois biologistes servira de point de départ à une série de réflexions puis de décisions gouvernementales. Les industriels eux-mêmes s'en inspireront pour de nouveaux procédés, de nouveaux marchés, de nouveaux profits.

C'est aussi un champ d'explication du monde d'appréhension de la réalité, d'apports réels à la vie de l'homme qui s'ouvre. Le sujet est d'importance. Nous y reviendrons prochainement.

M.B.

● Communiqué du SGEN-CFDT : 5000 M.A. toujours au chômage

Les initiatives, les interpellations du SGEN-CFDT ont imposé un débat public sur l'auxiliaire et le remplacement. A plusieurs reprises, le ministre ou ses collaborateurs sont intervenus pour faire connaître leur position.

Ce débat important, dans la perspective des négociations qui doivent s'ouvrir, ne doit pas faire passer au second plan l'urgence du moment : les milliers de M.A. licenciés.

Le pointage que nous avons fait avant les vacances de Toussaint montre que le nombre de M.A. sans poste dépasse les 5000.

Si ce chiffre est inférieur d'un millier à celui du dernier pointage (début octobre), il reste dramatiquement élevé et semble ne plus pouvoir diminuer : des M.A. qui se sont vu offrir des suppléances à la rentrée sont à nouveau victimes de périodes de chômage.

L'échéance du 31 octobre fixée par le ministre lui-même n'est pas tenue.

Les négociations sur le fond ne doivent pas faire oublier cette réalité, pas plus que les conditions de travail des M.A. en postes (services à temps partiel, factum sur plusieurs établissements). Des mesures spécifiques doivent être prises immédiatement pour assurer le réemploi des M.A. : les besoins à satisfaire ne manquent pas (classes surchargées, cours non assurés, heures supplémentaires).

Paris le 7 novembre 1979

● Beullac licencie

A la suite d'une entrevue avec le ministre de l'Education nationale, Henry, le secrétaire de la FEN a annoncé que Beullac « n'était pas en mesure de traduire dans les faits l'engagement qu'il avait pris que tous les auxiliaires employés l'an passé à quelque titre que ce soit se verraient offrir un nouvel emploi... ». Il se confirme donc que plusieurs milliers d'auxiliaires vont se retrouver au chômage.

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef
- et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermat
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INTERNATIONAL

La question cambodgienne à l'ONU

DES PROJETS DE RESOLUTION CONTRADICTOIRES

Avant l'ouverture du débat politique en cours à l'Assemblée générale de l'ONU sur la question du Cambodge, 25 pays ont déposé un projet de résolution demandant que soient respectées la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Cambodge. Le projet demande également le retrait de toutes les troupes étrangères de ce pays.

Or, le 25 octobre, les autorités vietnamiennes ont déposé un projet qui stipule le maintien des troupes vietnamiennes au Cambodge et affirme que « tous les pays ne doivent prendre aucune mesure qui pourrait nuire au droit du peuple cambodgien à l'autodétermination, à son indépendance, à sa souveraineté et à l'intégrité de son territoire, ni s'ingérer dans ses affaires intérieures ».

INVASION «LEGITIMÉE» A POSTERIORI

Comme on dit : « *Charité bien ordonnée commence par soi-même* ». En clair, s'il y a bien un pays au monde qui devrait respecter l'indépendance du Cambodge, ne serait-ce pas d'abord le Vietnam qui y stationne plus de 150 000 hommes de troupes ?

Dans *L'Humanité* du 13 novembre, on peut lire : « *La présence des forces vietnamiennes au Cambodge est conforme au traité d'amitié et de coopération entre les deux pays* ». Mais pourquoi *L'Humanité* oublie-t-elle de rappeler à ses lecteurs la date de signature de ce traité ? La présence des forces vietnamiennes au Cambodge sur une large envergure a commencé le 25 décembre 1978 ; Phnom-Penh, la capitale, est tombée le 8 janvier 1979, le gouvernement pro-vietnamien y a été installé quelques jours plus tard, grâce aux chars vietnamiens... Mais le traité, lui, n'a été signé qu'en février, soit plusieurs semaines après le déclenchement de l'invasion. Drôle de façon de « légitimer » a posteriori l'occupation d'un pays...

Le Vietnam nie aussi la réalité d'attaques militaires pour venir à bout de la résistance. Pour lui, il n'y aurait que des opérations « policières » pour anéantir les quelques « débris » de l'armée de Pol Pot. Mais il y a là un paradoxe à noter : si la résistance contre l'occupation vietnamienne est aussi minime que Hanoi veut bien le dire, pourquoi 150 000 soldats vietnamiens sont-ils toujours présents au Cambodge, après onze mois d'occupation ? Ça fait quand même beaucoup de soldats et beaucoup de temps pour quelques « débris ».

UNE RESISTANCE QUI S'ELARGIT

D'ailleurs, d'après plusieurs témoignages, il semble bien que la résistance gagne d'autres forces politiques. En plus des maquis fidèles au gouvernement du Kampuchea démocratique, d'autres groupes de résistance sont en train de se constituer, dont certains mènent même des actions armées communes avec les maquisards « khmers rouges ».

Encore divisée, la résistance cambodgienne connaît cependant un élargissement : on y compte, par exemple, des sihanoukistes, des groupes armés ralliés à l'ancien premier ministre du prince Sihanouk, des Khmers Serei (dits « libres »), etc., la résistance dirigée par Pol Pot étant, elle, la plus organisée et la plus nombreuse (comme l'ont remarqué divers journalistes occidentaux).

L'armée vietnamienne risque donc de devoir affronter des « débris » de plus en plus nombreux et, espérons-le, de plus en plus coordonnés. Car, du fait de l'invasion maintenue du Cambodge par le Vietnam, la victoire de la résistance est la voie pour que le peuple cambodgien recouvre « son indépendance, sa souveraineté et l'intégrité de son territoire ».

Claude LIRIA

LES SUITES DE LA DÉCISION AMÉRICAINE DE BOYCOTTER LE PÉTROLE IRANIEN

La décision de Carter d'arrêter les importations de pétrole iranien à partir du 13 novembre a été vivement ressentie en Iran, où le ministre iranien des Affaires étrangères l'a qualifiée de « *déclaration de guerre économique* ». En annonçant cette mesure de rétorsion avant que les autorités iraniennes décrètent officiellement l'arrêt des exportations pétrolières à destination des Etats-Unis, Carter a surtout marqué un point vis-à-vis de certaines fractions de l'opinion publique américaine, qui lui

Il semble qu'en annonçant l'arrêt des importations de pétrole iranien, Carter ait voulu prendre de court les autorités iraniennes qui avaient l'intention de couper le robinet à destination des Etats-Unis.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'IRAN ?

Selon Bani Sadr, le nouveau responsable de la diplomatie iranienne, l'Iran avait déjà diminué sa production pétrolière en vue de cesser ses exportations en direction des USA. Quoiqu'il en soit, il convient d'examiner les conséquences immédiates de cette mesure sur les économies respectives de chacun des deux pays, du moins pour le moment selon ce qu'en disent leurs responsables.

D'après le ministre iranien du pétrole, l'arrêt de l'achat de pétrole par les Etats-Unis n'aura pas de conséquence importante sur l'économie iranienne : « *Nous avons beaucoup de clients. Nous pouvons vendre notre pétrole sans problème. Nous en vendrons une partie au prix normal et une partie au prix spot* » (prix élevé fixé sur le marché de Rotterdam).

Par ailleurs, les responsables iraniens mettent en avant le fait que dans l'imédiat, l'Iran ne sera pas gêné sur le plan financier. L'Iran qui a diminué sa production de moitié depuis la chute du Shah a vu cependant la rente pétrolière augmenter depuis cette date en raison de l'augmentation des prix. D'autre part, l'Iran dispose de réserves monétaires importantes qui n'ont pas été réinvesties dans l'économie de nombreuses entreprises n'ayant pas encore démarré, et le programme d'urbanisation, qui absorbe une quantité importante des revenus pétroliers, est interrompu depuis plusieurs mois. L'incapacité, jusqu'ici, du régime à définir une nouvelle politique économique qui a des conséquences graves pour l'emploi, rend inutilisée une masse monétaire importante. Celle-ci, selon Bani Sadr, est telle qu'elle permettrait à l'Iran « *de se passer des revenus pétroliers pour au moins un an* ».

REPERCUSSIONS AUX ETATS-UNIS

Si les exportations de pétrole à destination des USA représentent 20%

réclamaient « la fermeté ». Du côté iranien comme du côté américain on minimise les conséquences financières d'une telle mesure sur les économies de chaque pays. Cependant, Téhéran s'apprête à répliquer en demandant aux pays arabes producteurs de pétrole de décréter un embargo général sur les livraisons de pétrole, au cas où les pays européens céderaient aux pressions américaines et décideraient des mesures analogues.

des exportations pétrolières totales de l'Iran, en revanche, elles ne représentent que 4% de la consommation américaine. Les Etats-Unis espèrent s'en sortir en jouant sur le marché international par le biais des compagnies et en puisant sur leurs réserves de pétrole qui atteignent un haut niveau. Pour Carter, les 700 000 barils de pétrole en moins par jour, sont l'occasion de relancer sa campagne en faveur des économies d'énergie. Si on peut relativement mesurer les conséquences économiques de la décision américaine, en revanche les conséquences politiques d'une telle décision sont difficilement calculables. La réaction américaine pourrait élargir le champ de la crise entre les Etats-Unis et l'Iran à une crise internationale. Les responsables iraniens ont répondu très vivement à la mesure de rétorsion prise par les Américains : « *C'est une déclaration de guerre économique ! S'ils la veulent, et bien ils l'auront ! Nous en profiterons pour régler des comptes à l'impérialisme américain* » a notamment déclaré Bani Sadr.

Les intentions de Carter d'associer les pays euro-

péens à un boycott de l'Iran, inquiètent le gouvernement iranien qui invoque dans ce cas la possibilité de faire appel aux pays arabes producteurs de pétrole en leur demandant d'imposer un embargo général sur les livraisons de pétrole.

Commentant l'évolution de la crise, Bani Sadr a souligné : « *Bien qu'une intervention militaire américaine me paraisse encore peu probable, je ne peux rien exclure désormais. Les Américains sont capables de susciter directement ou indirectement une agression contre la République Islamique... (..) Mais, ils se trompent lourdement dans leurs calculs. Il y a belle lurette que l'Iran, le monde entier ne vivent plus à l'ère de Mossadegh* » (qui fut victime du blocus imposé par les grandes puissances impérialistes, au début des années 50).

A noter que la crise entre Washington et Téhéran doit être au centre des débats d'une prochaine réunion du Conseil de sécurité de l'ONU.

Frank ROUSSEL

Afrique Australe

CONFÉRENCE A GENEVE SUR LA NAMIBIE

Une conférence sur la Namibie (Sud-Ouest Africain) s'est ouverte lundi à Genève. Elle a été convoquée à l'initiative de Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et est conduite par l'ONU.

La Namibie est un des trois pays de l'Afrique australe, avec l'Azanie (Afrique du Sud) et le Zimbabwe-Rhodésie (pour lequel se tient aussi une conférence à Londres qui en est à sa 10^e semaine), où se mène une lutte armée de libération nationale.

Ancienne colonie allemande, la Namibie a été colonisée par l'Afrique du Sud après la première guerre mondiale. Il y règne un régime d'apartheid (*) similaire à celui des deux pays voisins. Or, depuis 1966, le régime raciste d'Afrique du Sud viole toutes les résolutions de l'ONU qui veut que soit appliquée en Namibie la règle de la majorité (noire) et que lui soit accordée l'indépendance.

A Genève, il s'agit plus de consulter que de négocier. Les consultations sont entre les représentants de Kurt Waldheim d'une part et d'autre part cinq puissances occidentales (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Canada), les pays voisins dits de la « ligne de front » (Zambie, Tanzanie, Botswana, Angola et Mozambique). L'Afrique du Sud, qui était invitée, refuse d'y participer sous prétexte que pour la Namibie il n'y a que la SWAPO (le mouvement de libération qui est le légitime représentant du peuple namibien) qui est présente et non les fantoches soutenus par les racistes sud-africains de Prétoria. Ceux-ci cherchent à mettre en place un régime fantoche du même type que celui du Zimbabwe avec l'évêque Muzorewa.

La conférence discute principalement de l'établissement d'une zone démili-

tarisée entre l'Angola et la Namibie, qui serait le prélude à des élections sous contrôle de l'ONU, ce que les racistes sud-africains ont pu éviter jusqu'à maintenant.

D'après la SWAPO (Namibie) et le Front Patriotique (Zimbabwe) : les raids rhodésiens et sud-africains contre les camps du Front Patriotique en Zambie et au Mozambique et en Angola contre la SWAPO ont pour objectif de mettre la guérilla à genoux et lui imposer une « solution négociée » permettant de maintenir les fantoches au pouvoir.

Les patriotes refusent ce marché de dupes et la SWAPO a indiqué que si les efforts de paix échouaient elle était prête à intensifier la guérilla.

L'enjeu est, en fin de compte, la survie du régime sud-africain ; car si des élections libres avaient lieu

en Namibie et au Zimbabwe, le régime d'apartheid en Azanie serait le dernier bastion blanc, ce qui ne pourrait que précipiter sa chute.

Claude LEBRUN

(*) *L'apartheid est la forme de racisme poussée à l'extrême : alors que ce sont les noirs qui sont l'écrasante majorité de la population et qui sont originaires du pays, ils n'ont aucun droit.*

Une délégation du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC) va séjourner en France

Une délégation du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC), composée d'un membre du Comité Central du PAC, d'un dirigeant étudiant de l'insurrection populaire de Soweto (en 1976), va séjourner en France du 18 au 26 novembre.

Plusieurs meetings vont être organisés à cette occasion :

- le mardi 20 novembre à Paris, à 20 h, salle de l'AGECA ;
- le 22 novembre à Montpellier ;
- le 23 à Marseille.

Le PAC a été créé en 1959. Peu après, il lance la plus importante action de masse de l'histoire du pays. Le gouvernement raciste réagit et ce sont les massacres de Sharpeville, Langa... le 21 mars 1960.



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES



Villes Nouvelles ASSAUT DE DEMAGOGIE PC-PS

Après 15 ans d'existence, les Villes Nouvelles sont à un tournant décisif ; or, les virages sont toujours difficiles à négocier, c'est ce qui ressort du récent congrès des élus des Villes Nouvelles, qui se déroulait fin octobre à Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise. En présence, l'Etat et les élus locaux, PS et PC ; en coulisse, ceux dont on a beaucoup parlé mais qu'on n'a jamais entendus à la tribune du congrès, les habitants des villes nouvelles.

Depuis 15 ans, l'Etat, par l'intermédiaire des Etablissements Publics d'Aménagement (EPA) décide, finance, réalise le développement des villes nouvelles qu'il a voulues. Depuis 1970, une loi, la loi Boscher, prévoit, pour une période provisoire de 25 ans, une espèce de participation des élus locaux au sein des Syndicats Communautaires d'Aménagement (SCA), participation tout ce qu'il y a de plus formelle : ces SCA ayant peu de moyens

et de pouvoirs. Or, depuis quelques années, crise oblige, l'Etat se désengage progressivement des Villes Nouvelles : les programmes sont réduits, les crédits se font rares, et on parle d'une modification de la loi Boscher.

D'où l'inquiétude des élus locaux : « On a les dépenses, les recettes n'arrivent pas, et on n'a pas la maîtrise de l'aménagement ». Ce serait, à terme, aux habitants de supporter le lourd poids financier de ces Villes Nouvelles, et ils ne manqueraient pas d'en faire porter la responsabilité sur eux, les élus ; c'est là leur grande crainte : « L'élu n'est pas là pour expliquer à la population les décisions des aménageurs » s'inquiétait Caudron, maire PS de Villeneuve d'Ascq. Dès lors, le congrès ne pouvait manquer de se transformer en un concours de démagogie entre PS et PC : à qui se présenterait comme le meilleur défenseur des habitants, face au pouvoir. « Les EPA doivent voir leur rôle modifié », exigent les élus PS « afin que la maîtrise du devenir de la Ville Nouvelle appartienne réellement aux élus ». Et Thérèse Goutman, maire PC de Noisy-le-Grand (Marne-la-Vallée) de renchérir : « Qu'on ne compte pas sur les élus communistes pour faire avaliser cette politique. Les habitants n'entendent pas user de la délégation de pouvoir, mais prendre en mains eux-mêmes leurs affaires » (sic). Et Notebard, président PS de la Communauté urbaine de Lille, de conclure, plus réaliste : « Comment une formation de gauche peut-elle gérer une mairie autrement que dans le cadre des lois existantes ? La meilleure façon pour que les habitants prennent leurs affaires en main, c'est que les élus les y aident et les comprennent ».

Quant à ces habitants qu'on n'a pas entendus au congrès, des membres de l'association des Habitants d'Evry 1 nous déclaraient récemment : « Ce qui nous choque, c'est que ces partis disent qu'ils sont pour la vie associative, et quand elle se développe, ça les emmerde. Récemment, un élu me demandait : qu'est-ce que vous représentez ? Nous représentons, nous, 600 habitants d'Evry 1, et eux n'ont même pas été élus par les habitants de la Ville Nouvelle, mais par ceux des anciennes communes. Ce sont plutôt des têtes de liste élues que des représentants locaux ».

A Lille, on brade... ... les HLM

A Lille, une tour HLM de 20 étages, construite, il y a à peine 16 ans, la tour Marc Bertrand, va être mise en vente par son propriétaire, l'Office HLM de la Communauté Urbaine de Lille. 156 appartements HLM pour une bouchée de pain : à peine 2 millions anciens l'appartement : requins de la promotion, à vos marques, l'affaire promet d'être juteuse !

Il s'agit d'une de ces tours construites à la va-vite et soi-disant à bon marché, dans les années 60. Evidemment, la construction était tellement légère que tout s'est rapidement dégradé. De plus, on s'est rendu compte que les normes de sécurité incendie étaient loin d'être respectées : à l'époque, c'était le moindre des soucis. Réhabiliter, comme l'avait promis Mauroy lors de sa campagne électorale, ça reviendrait soi-disant trop cher. N'empêche que le promoteur qui fera l'affaire pourra, après travaux, revendre des appartements qui lui seront revenus à quelques 10 millions anciens pièce, ça reste encore intéressant !

Une soixantaine de familles y vivent encore. Que deviendront-elles ?

Budget 1980 du logement

TOUJOURS PENURIE D'HLM LOCATIFS

Comme chaque année, le vote du budget par l'Assemblée est l'occasion de confronter les grandes déclarations généreuses avec la réalité des chiffres. Du côté gouvernemental, on avait fixé au budget 1980 du logement deux objectifs prioritaires : consolider la reprise dans le secteur du bâtiment, soi-disant amorcée avec le plan de soutien au bâtiment adopté en septembre dernier, et confirmer le (tout aussi) soi-disant succès de la réforme du financement du logement.

MAINTIEN DU CHOMAGE DANS LE BATIMENT

En ce qui concerne cette « reprise », on est loin du compte : le budget pour 1979 prévoyait le financement de 240 000 logements aidés, des crédits pour 20 000 logements supplémentaires avaient été débloqués à l'occasion du plan de relance du bâtiment en septembre. En réalité, 212 000 logements aidés ont été mis en chantier en 1979. Le budget 1980 en financera 222 000, bien moins que ce qui était prévu pour 1979, à peine plus que ce qui a été réellement réalisé. Si on considère l'ensemble des logements (secteur libre et secteur aidé). Le budget 1980 en prévoit 427 000, contre 468 000 en 1979. En fait de relance, le plan de septembre n'était, comme prévu, qu'un acompte pris sur le budget 1980, et la fin du chômage dans le bâtiment n'est pas encore pour cette année.

ECHEC DE L'ACCESSION A LA PROPRIETE « SOCIALE »

Toujours budget de crise, le budget 1980 du logement traduit aussi les grandes tendances de la politique giscardienne en la matière. L'incitation à la propriété privée reste

prioritaire, elle représente plus de 60% des aides que l'Etat accorde, d'une manière ou d'une autre, au logement. Néanmoins, l'accession à la propriété marque le pas, et évidemment surtout celle des familles aux faibles revenus. Une récente enquête de l'INSEE montrait que le revenu moyen des familles accédant à la propriété s'élevait d'année en année, l'apport personnel exigé pour acheter un logement étant de plus en plus important. Et ce n'est pas la récente mesure démagogique consistant à accorder aux familles de plus de trois enfants des prêts d'accession à la propriété (PAP) couvrant 100% du coût du logement, qui changera cette tendance. Ce ne sont que les familles aisées de plus de trois enfants qui en bénéficieront. C'est pourquoi le budget 1980 réduit le nombre de logements en accession financés par ces PAP (145 000 contre 170 000 en 1979).

Autre leitmotiv de l'urbanisme giscardien : l'incitation à la maison individuelle : l'objectif fixé il y a quelques années (un logement neuf sur trois doit être une maison individuelle), est presque atteint : 280 000 maisons individuelles en 1980 sur 427 000 logements, et cela au moment où commence à se faire cruellement sentir le manque de logements collectifs.

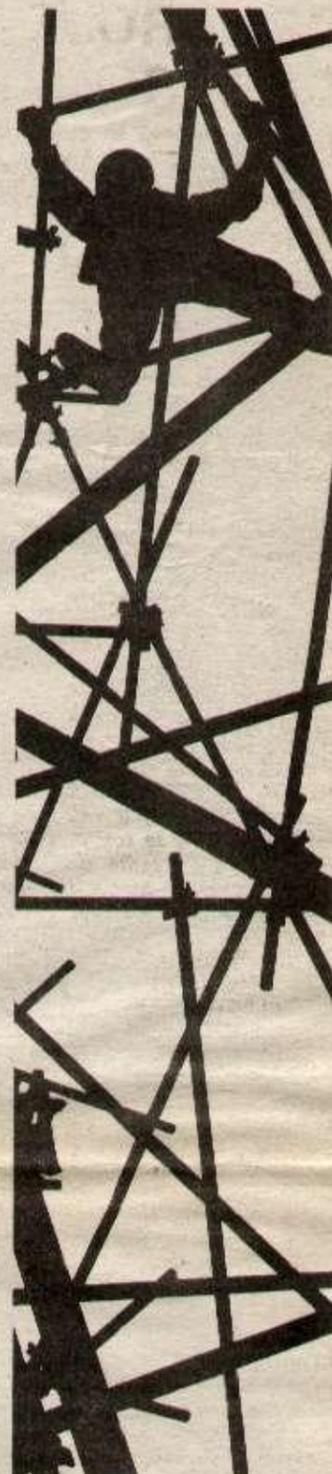
Quant à la réforme Barre du financement du logement, un de ses aspects est le sabordage de l'ancien secteur « social » : 70 000 logements HLM locatifs pour 1980, autant qu'en 1979, au total 222 000 logements pour ce secteur contre 260 000 en 1979. Parallèlement, la réforme Barre prévoit d'accorder au secteur privé des prêts de plus en plus nombreux, les prêts conventionnés (PC). Sur un total de 208 000 logements

		1979		1980	
		Financés	Misen chantier	Financés	
Secteur « social aidé »	Logements				
	PLA (1) { HLM (dont plan de sept.) non HLM	70 000 (10 000)		70 000	7 000
	P.A.P. (2) (dont plan de sept.)	180 000 (10 000)		145 000	
	Total (dont plan de sept.)	260 000 (20 000)	212 000	222 000	
Secteur dit libre	bénéficiant du P.C. (3)	60 000	120 000	110 000	
	non aidés	148 000	88 000	95 000	
	total	208 000	208 000	205 000	
TOTAL		468 000	420 000	427 000	
DONT - individuels - collectifs			275 000 145 000	280 000 147 000	
dont logements aidés - accession à la propriété - locatifs		194 000 106 000		200 000 132 000	

(1) PLA : prêts locatifs aidés.

(2) PAP : prêts d'accession à la propriété.

(3) PC : prêts conventionnés : prêts bancaires bénéficiant d'une aide d'Etat.



du secteur libre, ces PC couvriraient, au budget 1979, 60 000 logements (29%). En réalité, ce chiffre a été largement dépassé puisque les promoteurs privés se sont vu accorder des PC sur 120 000 logements, et le budget 1980 respecte ce dérapage en accordant des prêts au secteur privé pour 110 000 logements sur 205 000 (54%).

DIFFICULTES POUR L'APL

Enfin, reste l'Aide Personnalisee au Logement (APL), la nouvelle allocation-logement, dont les inconvénients sont bien connus : elle sera versée directement aux propriétaires et elle désavantagera la grande majorité des locataires touchant actuellement l'allocation-logement, à l'exception peut-être des très très faibles revenus et des très nombreuses familles. Optimiste, le budget 1980 prévoit d'ouvrir le droit à l'APL pour 475 000 logements. Rappelons qu'à fin juin 1979, 50 000 logements HLM seulement avaient été conventionnés (ce qui ouvre le droit à l'APL). En effet, les organismes HLM, craignant la colère des locataires (plusieurs grèves se sont déclenchées là où était appliquée l'APL), se font tirer l'oreille pour accepter ce conventionnement.

Rhône-Poulenc Pont-de-Claix (Isère)
Alors que la commission paritaire
se tient jeudi pour l'ensemble du trust

LA TOTALITE DES GREVISTES ASSIGNES EN REFERES !

Les travailleurs de Rhône-Poulenc à Pont-de-Claix terminent leur quatrième semaine de grève. Certains comme ceux de l'atelier COE en sont à leur sixième semaine, cela n'empêche pas les centaines d'ouvriers rassemblés mardi matin à la porte Nord de montrer que les grévistes tiennent bon. Où en est-on ?

Jeudi et samedi dernier ont eu lieu des négociations avec la direction qui n'ont rien donné, qu'on en juge : alors que les travailleurs demandent 300 F, elle refuse d'aller au-delà de 50 F et une modification sensible de la grille des salaires. Ces « résultats » ont été accueillis avec colère par les travailleurs et le tract CGT-CFDT-FO titrait : « Deux jours de négociation, deux jours de provocations ». La direction a indiqué qu'elle n'avait pas d'autres propositions à faire, sinon une nouvelle réu-

nion lundi à 15 heures, espérant sans doute un découragement des grévistes. La réponse à cette provocation ne se fit pas attendre ; alors que l'inter-syndicale avait accepté d'ouvrir les portes jeudi pour permettre les négociations, les portes ont été à nouveau cadenassées lundi matin et le restent.

REFERES POUR TOUS LES GREVISTES

Pour les grévistes, l'intransigeance de la direction s'explique par la vo-

lonté de ne pas créer un précédent qui fasse bouler de neige dans le trust. Pour eux, elle fait volontairement traîner les choses jusqu'au jeudi 15, date de la commission paritaire au niveau du trust. « Ils vont essayer de noyer notre lutte dans une discussion au niveau du trust » nous dit un syndicaliste, « mais on va monter et on est bien décidé à faire valoir nos revendications ». La direction pourtant ne perd pas son temps et cette fois-ci, c'est l'ensemble des grévistes qu'elle a assigné en référé !

Quel est l'état d'esprit des ouvriers après quatre semaines de grève ? « La situation est plus complexe qu'au début, nous dit un délégué CFDT, on a du

mal à la cerner. Il y a une certaine lassitude qui se fait jour mais ce qui se remarque aussi, c'est la colère, l'exaspération qui monte, à cause du véritable mur patronal auquel on se heurte ». Dans cette grande grève, la plus importante depuis 1936 à Pont-de-Claix, les jours qui viennent verront-ils éclater la colère des travailleurs, se concrétiser dans l'action leur volonté de vaincre ?

La prochaine étape en tout cas devait être ce mercredi où étaient attendues devant l'usine des délégations de travailleurs des autres usines du trust Rhône-Poulenc de la région.

Corresp. GRENOBLE

HAYANGE : UN DÉLÉGUÉ DE RÉSIDENTS SONACOTRA ARRÊTÉ

A Hayange, le vendredi 9 novembre le juge Bidalou ordonnait pour la seconde fois la réintégration des résidents expulsés du foyer Sonacotra de Marspich. Le lundi 12 novembre un huissier de justice se présentait à la MJC du centre d'Hayange où sont hébergés provisoirement les expulsés. Il venait leur signifier l'arrêt de la Cour d'appel cassant le premier jugement du juge Bidalou. Il est facile de comprendre qu'il ne reçut pas un accueil très chaleureux des expulsés. Ceux-ci s'opposèrent à ce qu'il pénètre dans les locaux de la MJC.

L'après-midi, le délégué des résidents, Ahmed Ben-nour était littéralement kidnappé par des policiers alors qu'il sortait de la mairie, et était embarqué dans une voiture de police. Dans la soirée, alors que la Cour d'appel de Metz annulait pour la deuxième fois le jugement de Hayange, on apprenait qu'Ahmed devait être traduit le lendemain devant le tribunal des référés de

Thionville pour « violence et séquestration à officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions ». Et coïncidence : le lendemain, ce devait être devant le juge Bidalou... que Ahmed devait comparaître. En effet, celui-ci siège tous les 15 jours au tribunal de Thionville. Il aurait donc eu à se prononcer sur le cas d'Ahmed si celui-ci avait été présenté selon la procédure de flagrant délit comme il en était question la veille.

Or finalement mardi, Ahmed a été présenté au juge d'instruction qui l'a placé sous mandat de dépôt. Ses camarades qui étaient au tribunal n'ont pas pu le voir car il a été immédiatement conduit et écroué à la maison d'arrêt de Metz. Les résidents Sonacotra et tous les travailleurs français qui les soutiennent ont prévu une riposte pour la fin de cette semaine, c'est-à-dire pour samedi qui prendrait la forme d'une manifestation à Hayange.

Correspondant

Cisjordanie : grèves et manifestations à Naplouse

La ville de Naplouse, de 70 000 habitants, a immédiatement fait grève spontanément à l'annonce de l'arrestation du maire. Toutes les écoles, l'université et les commerces ont fermé.

Une manifestation spontanée est sortie à travers la ville et les jeunes ont lancé des pierres contre l'armée israélienne. Dans d'autres villes, Ramallah, Bireh, et les camps, les manifestants ont attaqué les forces israéliennes et ont lancé des pierres

contre les voitures militaires israéliennes. Des tracts ont été diffusés immédiatement dénonçant cette mesure et Israël. Fahd Al Qawassmeh, maire d'Al Khalil a déclaré que le « pas franchi par les Israéliens vise à obliger les maires nationalistes à abandonner leur position contre l'autonomie ».

Mardi, la moitié des maires de Cisjordanie et de Gaza avaient démissionné pour protester contre l'arrestation du maire de Naplouse.

Conférence de presse d'Ibrahim Souss,
représentant de l'OLP en France

«NOUS VOULONS LA PAIX, MAIS PAS N'IMPORTE QUELLE PAIX»

Au cours d'une conférence de presse tenue le lundi 12 novembre, le représentant de l'OLP en France, Ibrahim Souss, a souligné combien la situation dans les territoires occupés est préoccupante après l'arrestation du maire de Naplouse qui n'est qu'une étape vers son expulsion de Cisjordanie. « Ce n'est pas la première fois qu'Israël se livre à ces actes de terrorisme, la résistance palestinienne va acquérir une nouvelle dimension dans les territoires occupés et ne laissera pas passer cet acte impunément », a-t-il déclaré.

L'OLP pense, a-t-il souligné, que cette expulsion n'est que la première d'une série. Les négociations sur la soi-disant autonomie qui font suite aux accords de Camp David sont dans l'impasse, car « aucun palestinien ne veut participer ni aux négociations, ni aux élections prévues pour le printemps prochain ».

Si aucun citoyen palestinien n'accepte de se présenter à ces élections, si même aucun n'accepte de

voter, ce sera la faillite complète de la politique de soi-disant autonomie palestinienne. Dans ces conditions, les maires élus qui ont la confiance de la population palestinienne deviennent gênants et il faut les expulser.

A la fin de son intervention, Ibrahim Souss a remarqué : « On parle beaucoup en ce moment des droits de l'homme, le plus élémentaire de ces droits c'est de ne pas chasser quelqu'un de sa patrie. Nous voulons alerter l'opinion publique sur cette violation la plus élémentaire des droits de l'homme. Aujourd'hui, ils sont violés par l'expulsion du maire de Naplouse, demain ils le seront par d'autres expulsions ».

Répondant ensuite aux questions des journalistes, Ibrahim Souss a estimé qu'une démission de l'ensemble des maires de Cisjordanie risquait de faire le jeu des Israéliens. Selon l'OLP, le durcissement israélien est dicté par la volonté de préparer le terrain des élections truquées

pour sauver la face du gouvernement Bégin. Pour cela, « la présence des maires patriotes devient une présence gênante ». Si les maires démissionnaient, rien n'empêcherait les autorités israéliennes de mettre à leur place des fantômes ou même un gouvernement militaire. « Nous pensons qu'ils (les maires) sauront trouver les moyens appropriés pour faire face aux menaces du gouvernement Bégin » conclut Ibrahim Souss sur cette question.

En réponse à une question mettant en cause la lutte de la résistance palestinienne, Ibrahim Souss déclara : « Notre peuple se défend (...) S'il y a tuerie et massacre, c'est bien du côté israélien (...) Nous voulons la paix, mais pas n'importe quelle paix, une paix qui nous garantisse nos droits. Si nous ne l'avons pas, nous continuerons à nous défendre ».

A propos de la crise énergétique, Ibrahim Souss dit aussi que si l'Occident souhaitait ne pas avoir de problème, il

lui faudrait contribuer activement à la solution du problème palestinien. Il précisa que les arabes ne tenaient pas à utiliser l'arme du pétrole sans discernement et que les pays qui agissent de façon positive seront épargnés.

Enfin, interrogé sur l'éventualité d'une prochaine visite de Yasser Arafat à Paris, il déclara que cette visite était souhaitée par les deux parties et que le choix du moment où elle devait se faire était une question d'opportunité politique tant pour la France que pour l'OLP : « Nous voulons que la visite de Yasser Arafat à Paris soit une visite importante » déclara-t-il et il devait conclure sa conférence de presse en soulignant : « Les relations entre nous et la France sont bonnes, elles sont même très bonnes ».

Cela signifie-t-il que Paris va enfin se décider à reconnaître officiellement l'OLP ?

Propos recueillis par
Henri BERTHAULT

● Attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Lisbonne

Mardi matin, l'ambassadeur d'Israël à Lisbonne a été légèrement blessé dans un attentat et son garde de corps a été tué. Il faut noter que cet attentat survient moins d'une semaine après la conférence internationale de solidarité avec le peuple palestinien. A cette occasion, Yasser Arafat avait rencontré le Président de la République.

Cet attentat vise à discréditer l'OLP et entraver le développement de ses relations avec le Portugal. D'ailleurs, les autorités israéliennes s'empressaient d'y voir « la conséquence directe de l'accueil fait à Yasser Arafat ».

Le bureau de l'OLP à Madrid a souligné que l'OLP « n'avait rien à voir » avec cet attentat et a rappelé que « notre action militaire se limite exclusivement à la Palestine occupée ».

● Chambon (Clermont-Ferrand) : lutte contre les licenciements

Pour riposter contre 180 licenciements (sur 320 salariés) les ouvriers de l'entreprise de travaux public Chambon (racheté en décembre 1978 par Grangette et Passager, dont le siège est près de Roanne dans la Loire), ont fait grève le lundi 12 novembre à l'appel de la CGT et de la CFDT sur tous les chantiers du Puy-de-Dôme. Une assemblée générale s'est tenue le matin et a décidé de reconduire la grève.

L'entreprise comporte 85 % des travailleurs immigrés, la direction de Grangette Passager, prétend masquer certains de ces licenciements derrière des soit-disant « affectations » sur des chantiers de la Loire que les travailleurs ne seront pas dans les faits en mesure d'accepter. En outre une quarantaine de licenciements sont aussi déguisés en fin de contrat à durée limitée.

Correspondant CLERMONT-FERRAND

● La bavure d'Orléans : «blessure involontaire»

Le jeune automobiliste d'Orléans qui s'est vu tirer dessus par un flic est toujours hospitalisé. Ses camarades de travail, à l'hôpital où il est employé, ont débrayé en signe de protestation ; ils ont envoyé une lettre ouverte à Bonnet où ils indiquent : « Nous déplorons l'attitude scandaleuse des policiers envers les deux passagers, seuls témoins de cette affaire, qui ont été entraînés au poste de police, menacés de mort... ». C'est une enquête pour « blessure involontaire » qui a été ouverte par le procureur à l'égard de l'auteur de la bavure.